

**VILLE DE MONTRÉAL**  
**RÈGLEMENT**  
**RCG 06-024**

**RÈGLEMENT SUR LES COMMISSIONS PERMANENTES DU CONSEIL  
D'AGGLOMÉRATION**

À l'assemblée du 2 février 2006, le conseil d'agglomération de Montréal décrète :

**CHAPITRE I**  
**INTERPRÉTATION**

**1.** Dans le présent règlement, les mots suivants signifient :

« ajournement » : le report à une autre journée ou à une autre heure d'une assemblée ou d'une séance de travail qui n'est pas terminée;

« assemblée » : la séance ou l'ensemble des séances publiques tenues pour épuiser l'ordre du jour;

« commission » : la commission de la sécurité publique et les commissions permanentes créées par le conseil conformément à la loi;

« conseil » : le conseil d'agglomération de Montréal;

« séance » : une réunion qui se termine par un ajournement ou qui permet d'épuiser l'ordre du jour;

« séance de travail » : la réunion ou l'ensemble des réunions privées tenues pour épuiser l'ordre du jour;

« suspension » : l'interruption temporaire d'une séance.

**CHAPITRE II**  
**CONSTITUTION ET RÔLE DES COMMISSIONS**

**2.** Chaque année, chaque commission dresse un programme de ses activités qu'elle présente au conseil pour approbation. Une commission peut, en cours d'année, proposer au conseil, une modification à son programme d'activité. Le conseil approuve le programme ou une modification à ce programme, avec ou sans amendement.

Une commission peut également étudier tout autre sujet à l'intérieur de son mandat.

Chaque commission a également pour fonction de procéder, à la demande du conseil, et dans le délai fixé par celui-ci, à l'étude des prévisions budgétaires et de tout autre objet que détermine le conseil.

Après étude, chaque commission fait au conseil les recommandations qu'elle juge appropriées.

**3.** La commission de la sécurité publique a pour fonction d'étudier toute question touchant la sécurité publique. Elle exerce cette fonction soit à la demande du conseil ou du comité exécutif, soit de sa propre initiative. Elle donne également au conseil tous les avis prévus par la loi.

**4.** Les commissions sont des organes de consultation publique du conseil. Elles reçoivent, conformément au présent règlement, les commentaires ou les représentations de toute personne ou de tout groupe de personnes à l'égard des objets à l'étude et peuvent procéder aux consultations qu'elles jugent appropriées.

**5.** La commission de la sécurité publique reçoit, conformément à la loi, les commentaires ou les représentations de toute personne ou de tout groupe de personnes à l'égard de toute question touchant la sécurité publique. Sous réserve des dispositions de la loi, elle peut procéder aux consultations qu'elle juge appropriées.

**6.** Sous réserve de l'article 7, chaque commission doit tenir au moins quatre séances publiques par année.

**7.** Conformément à la loi, la commission de la sécurité publique doit tenir au moins quatre assemblées par année, parmi lesquelles au moins deux sont publiques.

**8.** En tout temps, la commission de la sécurité publique peut, par résolution, décider de faire au comité exécutif, plutôt qu'au conseil, les recommandations qu'elles jugent confidentielles et qui concernent directement la prévention, la détection et la répression du crime et des infractions aux lois.

**9.** Le greffier désigne le personnel requis pour le bon fonctionnement de chaque commission.

### **CHAPITRE III**

#### **COMPOSITION**

**10.** Sous réserve de l'article 11, chaque commission est composée du maire de la municipalité centrale, qui en est président d'office, et de six autres membres désignés par le conseil d'agglomération, dont un vice-président.

Parmi les membres désignés par le conseil d'agglomération :

- 1° deux, dont le vice-président, sont choisis parmi les membres des conseils des municipalités reconstituées;
- 2° quatre sont choisis parmi les membres des conseils municipaux et d'arrondissement de l'agglomération.

Le maire de la municipalité centrale peut renoncer à la présidence de toute commission; le président est alors choisi par le conseil d'agglomération parmi les membres visés au paragraphe 2 du deuxième alinéa.

**11.** Est instituée, conformément à la loi et en outre de toute autre commission, la commission de la sécurité publique.

## **CHAPITRE IV**

### **ASSEMBLÉES ET SÉANCES DE TRAVAIL DES COMMISSIONS**

#### **SECTION I**

##### **PRÉSIDENT D'ASSEMBLÉE ET D'UNE SÉANCE DE TRAVAIL**

**12.** Une assemblée ou une séance de travail d'une commission est présidée par son président ou, en son absence ou en cas d'incapacité d'agir, par son vice-président. En cas d'absence ou d'incapacité d'agir du président et du vice-président, la commission désigne l'un de ses membres pour agir comme président d'assemblée ou d'une séance de travail.

**13.** Le président d'assemblée ou d'une séance de travail décide de toute matière ou question incidente au bon déroulement d'une assemblée ou d'une séance de travail. Il décide également de tout point d'ordre.

**14.** Le président d'assemblée ou d'une séance de travail maintient l'ordre et le décorum pendant les assemblées ou les séances de travail. Il peut, en cas de tumulte, ordonner la suspension de la séance ou l'ajournement de l'assemblée ou de la séance de travail. Il peut, en outre, faire expulser du lieu où se tient l'assemblée ou la séance de travail toute personne qui trouble l'ordre.

**15.** Le président d'assemblée ou d'une séance de travail précise, s'il y a lieu, au moment d'aborder chacun des points à l'ordre du jour, l'ordre dans lequel les membres de la commission et, le cas échéant, les personnes présentes seront entendues.

**16.** Le président d'assemblée ou d'une séance de travail participe aux travaux de la commission et peut voter sur toute question mise aux voix.

#### **SECTION II**

##### **CONVOCATION ET ORDRE DU JOUR**

**17.** Les assemblées et les séances de travail d'une commission sont convoquées par le secrétaire-researchiste, à la demande du président.

**18.** Un avis de convocation accompagné de l'ordre du jour est transmis à chacun des membres de la commission, au moins 14 jours avant la tenue de l'assemblée ou d'une séance de travail. Aucun avis de convocation n'est requis à la suite d'un ajournement.

Toutefois, l'avis de convocation d'une assemblée au cours de laquelle doit se faire l'étude des prévisions budgétaires ou du programme triennal d'immobilisations ou de tout autre objet que détermine le conseil doit être transmis au moins 48 heures avant la tenue de l'assemblée.

L'avis de convocation doit mentionner le lieu, la date et l'heure de l'assemblée ou de la séance de travail.

Les assemblées et les séances de travail des commissions se tiennent à l'hôtel de ville de Montréal. Si les besoins matériels le requièrent, le greffier peut tenir les assemblées et les séances de travail des commissions dans un autre endroit.

La transmission visée au premier alinéa peut être effectuée par tout moyen, y compris par tout moyen électronique de communication.

**19.** Un membre d'une commission qui s'est conformé à un avis de convocation ou qui, de quelque manière que ce soit, en a été suffisamment informé, ne peut invoquer l'insuffisance ou le défaut de cet avis.

**20.** Un avis public doit être publié au moins 14 jours avant la tenue d'une assemblée d'une commission. Toutefois, l'avis public d'une assemblée au cours de laquelle doit se faire l'étude des prévisions budgétaires ou du programme triennal d'immobilisations ou de tout autre objet que détermine le conseil doit être publié au moins 48 heures avant la tenue de l'assemblée. Cet avis doit préciser le lieu, la date, l'heure et l'objet de l'assemblée. Aucun avis public n'est requis à la suite d'un ajournement.

L'avis public est publié dans un quotidien de langue française et dans un quotidien de langue anglaise distribués sur le territoire de l'agglomération de Montréal. Il peut également être publié par tout autre moyen, y compris les moyens électroniques de communication, jugé approprié par le greffier.

**21.** Les assemblées d'une commission ne peuvent avoir lieu en même temps qu'une séance du conseil municipal de la ville de Montréal, du conseil d'agglomération ou du comité exécutif, sauf pour l'étude des prévisions budgétaires ou du programme triennal d'immobilisations.

**22.** Lors d'une assemblée d'une commission, seuls les objets inscrits à l'ordre du jour de cette assemblée peuvent être considérés par la commission.

### **SECTION III**

#### **DOCUMENTATION**

**23.** La documentation relative aux objets soumis à l'étude publique est mise à la disposition des citoyens, pour consultation sur place, aux bureaux d'arrondissement, aux hôtels de ville de l'agglomération de Montréal, ainsi qu'au bureau de la Direction du greffe, ou à tout autre endroit jugé pertinent par la Direction du greffe.

La documentation doit être disponible dès la publication de l'avis public.

## **SECTION IV**

### **DÉROULEMENT DES ASSEMBLÉES ET DES SÉANCES DE TRAVAIL**

#### **Sous-section 1**

##### **OUVERTURE**

**24.** Le quorum de toute assemblée ou séance de travail d'une commission est de la majorité de ses membres.

**25.** Une séance doit commencer au plus tard 20 minutes après l'heure indiquée dans l'avis de convocation ou, s'il s'agit d'une séance qui fait suite à un ajournement, au plus tard 20 minutes après l'heure fixée lors de cet ajournement. Si, après ce délai, le quorum n'est pas atteint, la séance n'a alors pas lieu.

**26.** Lorsqu'en cours de séance la commission n'atteint plus le quorum, la séance est automatiquement suspendue pour au plus 15 minutes. Si, à l'expiration de ce délai, le quorum n'est toujours pas atteint, le président d'assemblée ou de la séance de travail ajourne alors l'assemblée ou la séance de travail; au cas contraire, la séance est alors reprise.

**27.** Le président d'assemblée ou de la séance de travail invite la commission à adopter l'ordre du jour de l'assemblée ou de la séance de travail. Il soumet à la commission tout procès-verbal ou compte rendu pour ratification ou correction, sans en faire la lecture.

#### **Sous-section 2**

##### **PÉRIODE DE QUESTIONS DES CITOYENS**

**28.** Chaque assemblée de la commission comporte une période au cours de laquelle les citoyens peuvent poser à la commission une question orale se rapportant à l'un des objets inscrits à l'ordre du jour ou se rapportant à son programme d'activité. À moins que le président n'en décide autrement, cette période a lieu en début d'assemblée.

**29.** La durée de la période de questions des citoyens est de 30 minutes. La commission peut toutefois prolonger cette période. La commission peut également prévoir plus d'une période de questions par séance dont la durée peut être inférieure à 30 minutes. Toutefois, dans ce dernier cas, la durée de l'ensemble de ces périodes de questions doit être d'au moins 30 minutes. Le temps alloué à un citoyen pour poser une question ne doit pas dépasser trois minutes, sauf avec la permission du président d'assemblée.

**30.** Le président d'assemblée reçoit les questions des citoyens et y répond ou demande à un autre membre de la commission ou à une personne qu'il désigne d'y répondre. La réponse peut être donnée oralement ou par écrit et, dans ce dernier cas, le secrétaire-rechercheur de la commission transmet la réponse.

### **Sous-section 3**

#### **ÉTUDE DES OBJETS DE L'ORDRE DU JOUR**

**31.** L'étude de chacun des objets inscrits à l'ordre du jour d'une séance d'une commission peut notamment comprendre une présentation effectuée par les représentants autorisés de la Ville, ou par toute autre personne autorisée par le président d'assemblée ou de la séance de travail. Le président peut, pour les fins d'étude d'un objet inscrit à l'ordre du jour, inviter des spécialistes ou des personnes reconnues comme ayant une expérience pertinente à faire une présentation à la commission.

**32.** Lors d'une assemblée, une commission peut également recevoir, à la discrétion du président, les commentaires des citoyens sur un objet inscrit à l'ordre du jour.

**33.** Le président d'assemblée ou de la séance de travail peut limiter la durée de toute intervention. Il peut également y mettre fin s'il estime que la commission est suffisamment informée.

### **Sous-section 4**

#### **SÉANCES À HUIS CLOS DE LA COMMISSION DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE**

**34.** Tout membre de la commission de la sécurité publique qui ne se trouve pas sur les lieux d'une séance à huis clos peut y participer par l'intermédiaire d'un moyen électronique de communication.

Toutefois, le moyen doit permettre à toutes les personnes qui, par son intermédiaire ou sur place, participent ou assistent à la séance, d'entendre clairement ce que l'une d'elles dit à haute et intelligible voix.

Tout membre qui participe ainsi à une séance est réputé y assister.

### **Sous-section 5**

#### **LEVÉE DE L'ASSEMBLÉE OU DE LA SÉANCE DE TRAVAIL**

**35.** Lorsqu'une commission a disposé de tous les objets inscrits à l'ordre du jour, le président d'assemblée ou de la séance de travail y met fin.

## **CHAPITRE V**

### **VOTE**

**36.** Les décisions et recommandations de la commission sont prises à la majorité des membres présents. En cas d'égalité des voix des membres présents, la décision est censée rendue dans la négative.

**37.** Le secrétaire-recherchiste consigne au procès-verbal le résultat du vote. Un membre d'une commission peut demander au secrétaire-recherchiste de noter sa dissidence au procès-verbal.

## **CHAPITRE VI**

### **COMPTE RENDU, PROCÈS-VERBAL ET RAPPORT**

**38.** Après chaque séance de travail d'une commission, le secrétaire-rechercheur consigne dans un compte rendu les travaux de la séance de travail. Après chaque assemblée publique, il consigne dans un procès-verbal les travaux de la commission. Le compte rendu et le procès-verbal doivent être signés par le président de la commission et par le secrétaire-rechercheur. En son absence ou en cas d'incapacité d'agir du président, la signature du vice-président est requise. Les noms des membres présents et absents, la date et l'heure de la levée de la séance sont consignés dans le compte rendu ou le procès-verbal.

**39.** La commission rend compte de ses travaux et recommandations au moyen d'un rapport signé par le président de la commission et par le secrétaire-rechercheur. En son absence ou en cas d'incapacité d'agir du président, la signature du vice-président est requise.

À la discrétion du président, les recommandations de la commission tiennent lieu de rapport. La commission accepte la production de rapports minoritaires lesquels sont rédigés par leur auteur.

La commission dépose son rapport au conseil.

---

Ce règlement a été promulgué par l'avis public affiché à l'hôtel de ville et publié dans *Le Devoir* le 10 février 2006.